Appel à une politique pour la prévention et la gestion des catastrophes au Burundi

@rib News, 25/03/2018 Source Xinhua Burundi : la "faiblesse du cadre réglementaire" au cœur de la "vulnérabilité" face aux risques de catastrophes (expert) La "faiblesse du cadre réglementaire" burundais sur les risques de catastrophes telle qu'observée ces derniers temps, est au cœur de la "vulnérabilité" du Burundi en la matière, a noté dimanche Jean-Marie Sabushimike (photo), professeur à l'Université du Burundi, et membre de la plateforme nationale de prévention des risques et de la gestion des catastrophes.

Le 16 mars dernier, un éboulement de terrain a fait au moins six morts et trois blessés sur un chantier d'aménagement de la rivière Gasenyi en commune Mutimbuzi (nord-est de Bujumbura) via une canalisation des eaux de pluie. Presqu'au même moment dans le quartier Kiyange dans l'ouest de la capitale, un étage d'un édifice de trois niveaux s'est brutalement écroulé, causant également des dégâts humains (plusieurs morts et blessés) parmi les passants qui baignaient. M. Sabushimike, lors d'un point de presse dimanche à Bujumbura, a plaidé pour l'amélioration du cadre réglementaire sur la prévention des risques et de gestion des catastrophes afin d'évoluer vers l'radication de cette vulnérabilité du Burundi en la matière. "Les risques de catastrophes au Burundi, qui se matérialisent notamment par des incendies, l'écroulement des bâtiments et la destruction des infrastructures par ici par-là à travers le pays", sont selon M. Sabushimike, sont aussi liés aux "facteurs de la vulnérabilité" au premier rang desquels le "non respect du cadre institutionnel réglementaire". Pour remédier à cette situation, M. Sabushimike a recommandé aux pouvoirs publics habilités d'initier "en urgence", une politique nationale pour la prévention des risques et la gestion des catastrophes au Burundi. Une telle politique accoucherait des textes de loi qui rendraient possible la mise en application directe d'autres réglementations en matière environnementale telles que celles portant sur les changements climatiques, et veillerait aussi à "la correction et la prévention de certaines erreurs humaines en termes d'aménagement du territoire au Burundi", a-t-il proposé. Pour lui, aujourd'hui au Burundi, ce sont des "lacunes graves" prévalant en matière d'aménagement du territoire, qui sont à l'origine des risques "naturels" tels que les inondations. Le 9 février 2014, des pluies diluviennes couplées à des glissements de terrain dans les quartiers nordiques de la province urbaine de Bujumbura-Mairie abritant la capitale burundaise, ont causé 51 morts et des dégâts matériels "importants", et provoqué des déplacements "massifs" des populations locales rescapées de cette catastrophe. "Pour en venir à bout de cette problématique, il faut qu'on arrive au Burundi, à élaborer une cartographie détaillée pour mieux se rendre compte de l'ampleur possible de ces risques potentiels dans l'avenir. Car, aussitôt qu'on aura bien cartographié ces risques, la préparation de la réponse appropriée sera aisée en conséquence", a-t-il recommandé.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});